



NON A LA LIQUIDATION DU DISPENSAIRE !

Depuis la transformation d'ADP en société anonyme, la direction tente de liquider tout ce qui n'est pas rentable. Par définition, le social a un coût. Le dispensaire d'Orly, notamment pour le personnel de la plateforme, mais aussi pour de nombreux travailleurs de la région, riverains...constitue un avantage social indéniable, permettant l'accès à des soins de qualité gratuits dans certains cas grâce à un accord entre la sécurité sociale et les mutuelles. Bien entendu, les actionnaires d'ADP, le premier en tête, l'Etat, n'ont que faire de la santé des salariés et des riverains, et le dispensaire est dans le « collimateur » de ceux qui ne raisonnent que par la rentabilité.

Un sabotage organisé

Depuis plusieurs mois, pour ne pas dire années, le dispensaire semble totalement saboté :

- malgré des demandes réitérées par les praticiens, relayées par les syndicats, le matériel vétuste n'est pas remplacé ;
- les praticiens, privés du statut d'ADP, payés au pourcentage de l'acte, sont « poussés dehors » par la direction ;
- alors que certains praticiens et usagers voudraient voir le dispensaire ouvert jusqu'à 18 heures, le dispensaire est porte close à 16h45 précises, en violation des contrats de travail.

Quand on veut tuer son chien... On l'accuse d'avoir la rage !

Alors que les praticiens ne cessent de revendiquer la mise en conformité des installations, d'élargir les horaires, de se réappropriier les bilans de santé, la direction fait tout pour les empêcher de rentabiliser ce dispensaire pour pouvoir justifier sa fermeture. La direction a commencé en supprimant les contremarques qui permettaient un accès gratuit au parking d'Orly Sud pour les usagers. Plus grave, certains praticiens sont poussés à la démission, la direction de fait baissant leur salaire en les empêchant d'accomplir leur contrat de travail !

Des méthodes douteuses

Le 4 décembre, la direction a annoncé en bureau du CE la fermeture pure et simple du service de radiologie du dispensaire au 1^{er} janvier car ADP n'aurait pas les moyens de remplacer les machines !

Cette fermeture met directement en cause d'autres services, dentaires, gynécologie, généralistes qui sont de fait « consommateurs » de radiologie.

De fait, la direction prépare la liquidation progressive du dispensaire.

Nous exigeons le maintien du dispensaire, le maintien du service de radiologie, et nous vous invitons dans un premier temps à signer massivement la pétition.

Orly, le 6 décembre 2007